

LE CRÉDIT COMMUNAUTAIRE  
UNE RÉPONSE NOVATRICE



2002  
2003





## **SOMMAIRE**

Historique, mission et concept de base	3
Mot de la présidente	7
Mot de la coordination	9
Exemples et témoignages	13
Produits et charges	15

# HISTORIQUE, MISSION ET CONCEPT DE BASE<sup>1</sup>



*Le crédit communautaire propose une réponse novatrice aux besoins des chômeurs, des personnes de l'aide sociale, des travailleurs à faible revenu et des sans chèque qui veulent prendre leur place dans la société mais qui se retrouvent devant des portes fermées.*

*Ces personnes rencontrent des obstacles importants qui les empêchent d'accéder aux sources traditionnelles de crédit : absence de garanties, dossier de crédit inexistant ou entaché, besoin pour de faibles montants ou manque d'expérience en affaires.*

*Ses activités d'accompagnement, de formation et de suivi à la carte, combinées à un financement flexible permettent de lever ces obstacles et de remettre en action cette clientèle souvent livrée à l'isolement et à l'exclusion.*

*Le crédit communautaire est une composante du financement solidaire au Québec et représente un complément indispensable aux mécanismes et structures institutionnels en place d'intervention économique et sociale.*

*personnes. Les Cercles d'emprunt et les Fonds communautaires d'emprunt contribuent à combler ces besoins par des activités complémentaires.*

*L'évolution du crédit communautaire au Québec témoigne d'une vitalité remarquable quant au nombre d'organismes, puisque le Québec s'accapare environ la moitié du total canadien. On compte en effet dix organismes québécois qui opèrent des Cercles d'emprunt et neuf Fonds communautaires d'emprunt. Ces organismes travaillent dans onze régions administratives de la province et la diversité des pratiques témoigne des besoins spécifiques à chaque région et des ressources qui sont disponibles pour y répondre.*

*Cet essor grandissant du crédit communautaire s'explique par plusieurs facteurs interreliés. D'une part, la mondialisation des marchés financiers a conduit les institutions financières « traditionnelles » à une rationalisation profonde de leurs opérations, exercice qui s'est traduit par un resserrement du crédit pour les clientèles considérées à risque. D'autre part, la restructuration du marché du travail a provoqué une montée impressionnante du travail autonome. Or, on sait que les travailleurs autonomes sont souvent considérés par les institutions financières comme clientèle à risque ou potentiellement peu rentable du fait de la petitesse des prêts qu'ils exigent ou de leur absence d'antécédents de crédit.*

*La convergence de ces deux forces — un resserrement de l'offre de crédit au bas de l'échelle et une explosion de la demande dans le même créneau — a fait en sorte que les besoins de financement et de soutien d'une clientèle de plus en plus marginalisée vont en augmentant.*



**L**e crédit communautaire a connu récemment une popularité grandissante tant au Québec que partout ailleurs en Amérique du Nord. L'approche collective du crédit communautaire, appuyée par les Cercles d'emprunt, et l'approche individuelle ou par projet, incarnée par les Fonds communautaires d'emprunt, occupent une place importante dans l'éventail des approches d'intervention économique et sociale et de lutte à la pauvreté. Ce qui distingue le crédit communautaire façon québécoise des expériences de micro-crédit qu'on retrouve ailleurs, c'est une approche globale qui vise à combler les besoins tant économiques que sociaux des

1. Lamontagne, François. *Le crédit communautaire: outil essentiel de développement économique et social*, Québec, 2000, Réseau québécois du crédit communautaire, 18 pages.

## UN PORTRAIT DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE AU QUÉBEC

Le crédit communautaire ne fait pas que combler le vide laissé par les institutions financières. Il est avant tout un outil de développement adapté aux collectivités qui permet à des personnes marginalisées de prendre leur place dans la société. De ce fait, il s'inscrit dans la mouvance de l'économie sociale.



### Les résultats pour 2002-2003

- Environ **730 projets** ont été analysés
- **454 entrepreneurs accompagnés**
- Pour environ **8 000 heures** d'accompagnement
- **500 emplois** créés
- Jusqu'à **1 500 emplois créés et maintenus** au cumulatif
- **600 000\$ en prêts** sont en cours de remboursement
- **2,8M\$ en prêts** accordés au cumulatif remboursés à 95%<sup>1</sup>

1. Cette réussite est remarquable considérant que nous travaillons avec une population marginalisée.

Le crédit communautaire vient confirmer l'engagement des communautés locales et régionales dans le développement économique et social du Québec. La petite histoire québécoise du crédit communautaire remonte à 1990. Toutefois, la croissance véritable du secteur s'est faite depuis 1995 en réponse aux besoins toujours grandissants des personnes vivant en marge de la société et des réseaux conventionnels de financement.

Dès ses débuts, le crédit communautaire a voulu jouer sur plusieurs fronts à la fois en se donnant des objectifs ambitieux, à la mesure de son double rôle social et économique:

- Créer des emplois durables et de qualité tout en répondant aux besoins sociaux, économiques et culturels du milieu;
- Permettre aux personnes qui sont sans emploi et qui vivent la précarité économique d'accéder à du financement pour un projet d'entreprise individuelle et collective ou de travail autonome;
- Remettre en action les personnes qui sont exclues de la vie économique, sociale, culturelle et politique de leur collectivité;
- Combattre la pauvreté en contribuant à la revitalisation de territoires défavorisés.

### Des leviers financiers

L'accès au crédit communautaire permet au promoteur d'établir ou de rétablir sa crédibilité financière par le remboursement des emprunts contractés. Le crédit communautaire fait donc le pont entre les promoteurs et les autres sources de financement et de soutien technique — qu'elles soient de nature privée, à but non lucratif ou publique.

Toutefois, la plus grande réussite des Fonds communautaires d'emprunt et des Cercles d'emprunt, réside dans leur capacité à permettre aux personnes exclues des circuits économiques et sociaux de réaliser leurs projets et dans le fait qu'ils permettent la création d'entreprises et la réinsertion économique et sociale.

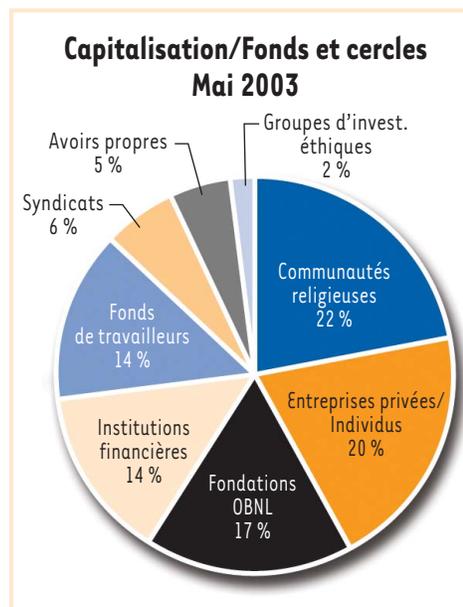
### Un modèle ancré dans les pratiques locales de concertation et de partenariat

Les pratiques du crédit communautaire passent par la concertation, le partenariat et l'accès aux réseaux d'échanges communautaires. Deux caractéristiques font ressortir clairement l'enracinement du crédit communautaire dans son milieu: la nature et la diversité de ses sources de capitaux et son recours au bénévolat.

### Les sources de capitaux

Des données recueillies auprès des membres révèlent que:

- En 2003, la capitalisation totale des membres du Réseau s'éleve à 1,8 M\$ incluant une réserve variant entre 15 et 20 pour cent des sommes investies;
- Les sources principales de capitaux proviennent des collectivités: individus, entreprises privées, fondations, syndicats, institutions financières et OBNL.



Pour leur part, plusieurs Cercles d'emprunt possèdent leurs propres capitaux, bien qu'ils soient plus limités que ceux dont disposent les Fonds. Cette diversité des sources de financement constitue une des caractéristiques dominantes du crédit communautaire tant

au Québec qu'en Amérique du Nord et en Europe, si l'on en croit une étude récente sur le sujet<sup>2</sup>. Elle illustre le fait que le crédit communautaire est profondément ancré dans son milieu et qu'il réussit à canaliser l'épargne locale à des fins de développement économique et social.

Qui plus est, plusieurs Fonds communautaires d'emprunt offrent un soutien financier à des Cercles d'emprunt, confirmant la complémentarité des deux approches. Cette complémentarité prend quelquefois la forme de modèles hybrides, portés par des organismes dont les pratiques s'apparentent tant aux Cercles qu'aux Fonds communautaires.

Soulignons d'autre part que plusieurs organismes de crédit communautaire se sont associés à des *corporations de développement économique communautaire*, à des Caisses populaires, à des syndicats et autres afin de diversifier leurs sources de financement, rejoindre un plus grand bassin d'emprunteurs potentiels et réduire les coûts d'exploitation. Ces différentes initiatives partenariales démontrent la place centrale occupée par le crédit communautaire au sein de l'économie sociale.

Le rôle de catalyseur des organismes de crédit communautaire:

- participation
- concertation
- démocratie
- partenariat.

## Le recours au bénévolat

Le crédit communautaire a su rallier les forces vives du milieu incarnées par le bénévolat. La place des bénévoles au sein des organismes de crédit communautaire est importante et elle témoigne des liens étroits que ces organismes ont pu tisser avec leur milieu d'accueil. Plus encore, la grande place tenue par le bénévolat a directement contribué à réduire les coûts d'exploitation des organismes et à accroître la gamme et la qualité des services qu'ils offrent. À ce titre, les bénévoles jouent un rôle prédominant comme membres des conseils d'administration et de comités d'appui ou de prêts.

La place remarquable tenue par les bénévoles illustre bien la volonté de prise en main du développement par les membres des collectivités et le rôle de catalyseur de cette volonté

collective que les organismes de micro-crédit jouent. La participation des bénévoles fait aussi en sorte que ces organismes possèdent une structure décisionnelle fortement participative et démocratique.

## UN OUTIL DE FINANCEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

La place occupée par le crédit communautaire parmi les mécanismes et structures de *financement* et de *développement* est de plus en plus reconnue. À titre d'outil de financement, le crédit communautaire est considéré comme un instrument financier innovateur apte à combler les besoins des travailleurs autonomes et des entreprises individuelles et collectives.

Comme instrument de *développement*, le crédit communautaire contribue directement à l'intégration des populations laissées pour compte et à leur pleine participation à la vie économique et sociale des collectivités.

### Un outil de financement positionné dans un créneau unique

Le crédit communautaire a développé au fil des années une gamme de produits financiers destinés à *combler le fossé grandissant entre, d'une part, les institutions financières « traditionnelles » et, d'autre part, les besoins de financement des travailleurs autonomes, des micro-entreprises et des entreprises de l'économie sociale.* Les institutions financières conventionnelles ne répondent pas toujours adéquatement aux besoins

### La place du crédit communautaire parmi les mécanismes de financement



\* On ne connaît pas la taille moyenne des prêts consentis par les CLD mais on peut s'attendre à ce qu'elle soit plus grande que pour ceux consentis par le crédit communautaire. Signalons de plus que la clientèle visée par le CLD est différente de celle visée par le crédit communautaire.

2. Lebossé, Joel. *Micro-finance et développement local*. Montréal: OCDE, 1998, 139 pages, page 46.



de financement des petites entreprises, encore moins à ceux d'une clientèle plus marginale. Les organismes de crédit communautaire qui opèrent au Québec offrent les prêts et la garantie de prêts et se spécialisent dans le créneau des prêts de très petite taille, normalement jusqu'à concurrence de 20 000 \$ (habituellement beaucoup moins pour les Cercles d'emprunt).

Comparé aux autres sources de financement — on pense ici aux fonds de programmes gouvernementaux tels les Sociétés d'aide au développement des collectivités et les Centres locaux de développement ; aux SOLIDE, ou au Réseau d'investissement social du Québec — le crédit communautaire occupe un créneau unique (graphique 1).

Le graphique, qui positionne les outils de financement en fonction de la nature du financement — prêts et garanties de prêts ou capital actions — et de la taille moyenne des transactions, démontre que le crédit communautaire occupe seul le créneau des très petits prêts. À n'en pas douter, les autres mécanismes de financement local jouent un rôle important pour le développement des collectivités du Québec. Ce qu'il faut retenir, toutefois, c'est qu'ils ne visent pas directement les travailleurs autonomes ou les micro-entreprises pour qui les besoins de financement sont en deçà de 20 000 \$. Plus encore, c'est par leur rôle de développeur que les organismes de crédit communautaire se distinguent.

### Un outil de développement branché sur les besoins du milieu

On l'a vu plus tôt, le crédit communautaire est un outil de développement avant d'être un mécanisme de financement. De fait, les instruments de financement propres au crédit communautaire «... sont quasiment

tous issus des milieux de l'intervention sociale et ils ont été développés en tant qu'outils d'accompagnement dans les domaines de la réinsertion sociale et professionnelle<sup>3</sup>».

Bien que les organismes de crédit communautaire partagent plusieurs caractéristiques communes, leurs structures, orientations et pratiques sont intimement liées aux besoins de leur collectivité d'accueil. C'est pourquoi chacun des organismes a pu développer une expertise particulière en matière de réinsertion économique et sociale et de financement de projets. Considérés dans leur ensemble, les organismes membres du Réseau québécois offrent une expertise professionnelle en développement de projets, accompagnement de proximité, réinsertion sociale et financement de microprojets qu'on ne retrouve pas ailleurs.

**Le succès obtenu par ces organismes (voir la prochaine section) tient pour beaucoup aux activités d'accompagnement en amont et en aval, de formation, d'accompagnement et de soutien (individuel ou de groupe) qu'ils offrent à leurs clients. Ces activités correspondent étroitement aux besoins des entreprises et des microentreprises** (graphique 2).

### MISSION DU RÉSEAU

Développer et promouvoir l'approche du crédit communautaire au Québec, dans la perspective du mieux-être individuel et collectif et de l'élimination de la pauvreté, telle est la mission du Réseau.

Le Réseau soutient ses membres en tant que ressources alternatives qui offrent l'accès au capital ainsi qu'un accompagnement aux populations locales pour la réalisation d'activité économique.

3. Joël Lebossé (1998), page 45.

# MOT DE LA PRÉSIDENTE

*À nous de mieux  
l'expliquer encore...*



Les pratiques du crédit communautaire portent à nouveau fruit cette année. Plusieurs hommes et femmes ont eu accès aux services de crédit et d'accompagnement de proximité offerts par les Cercles d'emprunt et les Fonds communautaires d'emprunt, dans les onze régions desservies, pour réaliser leur projet d'entreprise individuelle ou collective. Les organismes de crédit communautaire agissent directement auprès des personnes qui désirent créer une activité économique génératrice de revenus autonomes, qui n'ont pas accès ou un accès limité au financement conventionnel, qui ont besoin d'un prêt généralement de moins de 25 000 \$ et d'un accompagnement soutenu. Pour ce faire, ces organismes prêtent de l'argent qui provient de leur communauté, de l'argent de sources privées; ils ont créé, en fait, une sorte de *banque locale de développement solidaire*, spécialisée en micro-crédit et en accompagnement de proximité.

Le Réseau québécois du crédit communautaire y a pour beaucoup contribué par son travail de soutien aux membres, de liaison, de promotion et de collaboration auprès des milieux du développement économique et du financement solidaire au Québec.

Le Réseau québécois a aidé ses membres, Cercles et Fonds, de différentes manières cette année. Par exemple, pour la première fois, un colloque sur le *métier du crédit communautaire* a été organisé à Saguenay afin d'échanger sur les pratiques et de bonifier l'expertise en place. Puis une démarche est en cours afin de se doter d'outils d'évaluation qui permettront, à terme, de mieux apprécier l'impact de nos pratiques tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Par ailleurs, un plan de communication a été adopté pour

mieux positionner le Réseau et ses membres parmi les outils de développement locaux et régionaux.

Le développement de partenariats est resté un volet important au Réseau dans la perspective de la mise en place au Québec d'une échelle de financement solidaire qui réponde aux besoins diversifiés des entrepreneurs et des entreprises, aux besoins non comblés. Nous soulignons notamment les échanges avec le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et Filaction.

Nous avons ainsi rencontré beaucoup de gens, de tous les réseaux, en insistant sur l'*effet de levier* du crédit communautaire : levier économique certes, mais aussi levier de contrôle des personnes sur leurs conditions de vie et levier de prise en charge des communautés locales d'un outil unique et original de développement.

Cependant, la fameuse question de la stabilité du financement de base et de la mise en place d'un programme québécois de soutien au crédit communautaire a été, cette année encore, un dossier très sollicitant pour le Réseau. Les résultats sont hélas peu concluants. Nous devons intensifier nos efforts de communication et de sensibilisation pour expliquer et faire connaître aux décideurs les résultats concrets de notre approche. Par exemple, comment les sommes investies en prêts et en dons dans la capitalisation des Fonds communautaires et des Cercles d'emprunt, essentiellement de sources privées, constituent un levier local de développement dans chacune des 11 régions administratives actuellement couvertes. La prise en charge du développement régional et local ne peut être ici plus concrète. À nous d'expliquer encore... ces personnes qui créent leur emploi en développant leur entreprise, et qui en créent d'autres au bout de quelques années, qui gagnent leur fierté, qui

contribuent à leur mesure au développement de leur quartier, de leur ville, de leur localité. C'est cela que nous devons dire encore.

Les résultats actuels du crédit communautaire au Québec sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été réalisés dans le cadre d'une grande précarité organisationnelle. La continuité du financement de base a constamment été rompue, reprise, brisée à nouveau... Une histoire qui se répète sans cesse depuis des années. Mais la ténacité des organismes de crédit communautaire s'inspire de la détermination des personnes avec lesquelles ils travaillent. Des personnes qui entreprennent, qui osent et qui risquent, qui s'engagent dans leur projet et dans leur milieu. Le fil conducteur de tous ces efforts, ce sont les

besoins auxquels le crédit communautaire répond. Parce qu'il y a encore des gens qui n'ont pas de voix économique tout simplement parce qu'ils sont pauvres; ils n'ont pas d'issue pour créer l'activité économique qui leur permettra d'avoir un revenu autonome et, surtout, d'être en contrôle de leur propre existence. C'est ça qu'il nous faut mieux expliquer encore.

Regrouper les investissements locaux au sein des capitaux de développement dans nos organismes de crédit communautaire afin de donner accès au crédit et à de l'accompagnement de proximité à des personnes qui rêvent d'entreprendre, c'est ce que nous allons continuer de faire au Québec.

Linda Maziade



*Le conseil d'administration du RQCC:*

*1<sup>re</sup> rangée: Linda Maziade, présidente, et Manon Sévigny.*

*2<sup>e</sup> rangée: Mona Beaulieu, André Ouellet, Anne Kettenbeil, vice-présidente, Lucie Villeneuve, coordonnatrice, Driss Mbirkou, secrétaire, Francine Rochon, trésorière.*

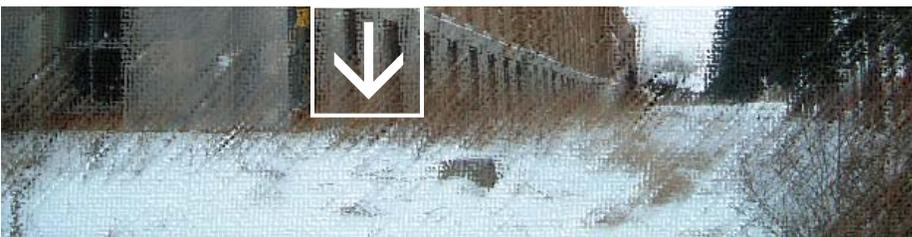
*Sont absentes sur la photo: Marie-Annick Fortin et Nicole Allen.*

# MOT DE LA COORDINATION



*Mon arrivée dans ce Réseau est récente et celui-ci m'est apparu comme une organisation en pleine émergence, en développement et prête à relever les défis de son avenir soit : la reconnaissance de ses forces, c'est-à-dire son métier, son expertise, son apport dans le développement économique et social des communautés locales et régionales du Québec.*

*Dans son plan d'action, le Réseau s'est donné de grands axes d'action : l'émergence et l'organisation, le financement, la promotion et la communication ainsi que la formation.*



## ÉMERGENCE ET ORGANISATION

### → Objectif: Développer le membership du réseau

Cette année, le Réseau du crédit communautaire avait plusieurs défis à relever pour consolider son existence. Afin d'affirmer ses valeurs et de consolider son membership, il s'est donné un code de déontologie et une procédure d'adhésion, incluant de nouveaux statuts de membres. Ce travail a permis de cerner et de définir un plan de développement du membership du Réseau mais aussi du crédit communautaire au Québec. Ce développement doit être concerté, cohérent et respectueux des pratiques du crédit communautaire. Définir ces pratiques a demandé du temps et de la maturité pour se définir par rapport aux réalités que nous rencontrons. Nous sommes en train d'établir et de définir des balises qui seront les bases d'un métier, celui du crédit communautaire.

- Le membership du Réseau s'est modifié à la suite du départ du FIEF de la Côte-Nord et de l'arrêt d'activités de certains cercles d'emprunt par manque de financement. Mais il est encore constitué de 18 membres dont 9 fonds et 9 cercles d'emprunt implantés dans onze régions administratives. Nous avons deux nouveaux membres et quatre candidatures en évaluation d'adhésion.

**Défis de la prochaine année :** Construire et conforter un sentiment d'appartenance avec les nouveaux groupes.

### → Objectif: Soutenir et accompagner des fonds en démarrage

Pour répondre aux demandes de formation, de soutien et d'information des porteurs de projet de fonds en démarrage, nous avons mis au point une démarche d'accréditation des organismes membres du Réseau pouvant donner de la formation. De plus, une procédure et un plan de formation sont en réalisation. Nous avons rencontré les partenaires potentiels afin de susciter une réflexion et leur implication dans ces projets de crédit communautaire.

- Les demandes de soutien sont venues de régions où nous n'étions pas ou peu présents, vu l'étendue de certains territoires : Chaudière Appalaches, le Centre du Québec, la Montérégie (Bas-Richelieu), la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine (Haute-Gaspésie), Bas-Saint-Laurent (Témiscouata).

**Défis de la prochaine année :** La consolidation et le développement d'organismes de crédit communautaire.

## FINANCEMENT

### → Objectif: Consolider les activités du réseau et de ses membres par un financement stable

Concernant le financement, ce fut une année pleine d'espoir. Outre un financement d'urgence par le ministère des Régions, le Secrétariat à l'action communautaire autonome, le Bureau de la Capitale Nationale, un comité interministériel, formé de représentants de ces ministères et du ministère des Affaires municipales et de la Métropole, a travaillé afin de cerner les besoins et d'élaborer un rapport. Dans un rapport, le comité reconnaissait le Réseau comme l'interlocuteur du crédit communautaire et nous mettait en position pour recevoir un financement rattaché à un programme. Nos efforts furent, en partie, récompensés par une inscription officielle dans le budget de la ministre des finances, Pauline Marois. Mais le programme et le rattachement au ministère des Régions, ne s'est pas concrétisé.

Du côté du fonctionnement de base du Réseau, l'appui financier du ministère de l'Industrie et du Commerce, de la fondation Béati et du soutien de la fondation McConnell, par le programme PATDEC, a permis d'appuyer les réalisations et les actions du Réseau.

**Défis de la prochaine année:** Assurer un financement stable aux membres et au Réseau ainsi que diversifier les sources en travaillant à impliquer entre autres le gouvernement fédéral.

### → Objectif: Faire connaître et reconnaître les pratiques du crédit communautaire auprès des instances gouvernementales, des organisations et institutions susceptibles d'en appuyer la dynamique et le développement

Nous avons participé à des événements et consultations publiques et nous sommes associés à des partenaires afin d'élaborer des pistes et des propositions nous permettant de soutenir les investissements à vocation communautaire. Ce fut l'occasion de faire reconnaître le crédit communautaire comme un outil de développement des collectivités et d'amorcer des démarches vers une diversification de son financement.

- Nous sommes à définir et à développer, avec la Fédération Desjardins et la vice-présidence de Québec Est, un projet-pilote de partenariat que nous espérons étendre, après évaluation, aux autres régions du Québec. Par ailleurs, il y a déjà des ententes locales, en voie de réalisation, à Rimouski et à Sherbrooke pour un investissement autant dans la capitalisation que dans le fonctionnement.
- Des discussions sont amorcées avec FilAction et le RISQ afin de développer des stratégies d'approvisionnement des fonds. Nous échangeons également sur nos rôles respectifs et complémentaires afin d'établir des collaborations pour le soutien financier aux entreprises et aux entrepreneurs.
  - Certains échanges avec FilAction ont porté sur le développement des fonds en entrepreneurship au féminin dans les régions ressources et la complémentarité de ces interventions avec les fonds du crédit communautaire.
- Localement, certains fonds ont signé des ententes de services avec des CLD et travaillent à établir des ponts avec l'ensemble des acteurs du développement local et régional.
- Nous participons, avec une vingtaine de chercheurs universitaires et d'acteurs terrain, au comité de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), chantier d'activités partenariales (CAP) sur le financement de l'économie sociale. Ce comité a le mandat de réfléchir sur des pistes de recherche associée au CAP.
- Nous avons déposé un mémoire, «Responsabilité sociale des entreprises et investissement responsable», à la Commission sur les finances publiques. Nous y avons présenté des propositions favorisant le soutien aux investisseurs qui capitalisent dans nos organisations, notamment :
  - Développement et mise en place d'un mécanisme qui permettra aux entreprises de produire annuellement des états sociaux vérifiés au même titre qu'elles produisent des états financiers vérifiés.
  - Mise en place de mécanismes et d'outils fiscaux afin de soutenir le développement d'un investissement à vocation communautaire. Ces outils (tels que des crédits d'impôts) seraient comparables à ceux qui sont accordés à d'autres types d'investissement et qui offrent des avantages aux prêteurs et aux donateurs intéressés, au même titre qu'un placement dans une caisse de retraite. La forte valeur sociale ajoutée justifie amplement cette mise en place.

- Par voie législative, les caisses de retraite et les Fonds de travailleurs devraient exercer une autre facette de leur responsabilité sociale par l'obligation de placer annuellement un pourcentage de leur portefeuille dans un investissement à vocation communautaire comme les organisations membres du Réseau québécois du crédit communautaire.
- Un mémoire sur le projet de loi 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion, a été également déposé et présenté en session parlementaire afin d'y positionner le crédit communautaire comme un outil de lutte à la pauvreté.

**Défis de la prochaine année :** Faire reconnaître le Réseau par le gouvernement du Québec et les autres intervenants économiques et politiques comme le principal interlocuteur dans le développement des pratiques du crédit communautaire au Québec.

## LA COMMUNICATION, L'INFORMATION ET LA PROMOTION

### ➔ Objectif: Promouvoir le réseau, ses membres et les pratiques du crédit communautaire

Malgré la jeunesse du Réseau – à peine 3 ans – et son peu de moyens, nous avons réussi à percer et à nous insérer dans divers réseaux socio-économiques. Grâce au financement du MIC, volet émergence des organismes en économie sociale, nous avons pu nous outiller d'un plan de communication afin de promouvoir et de développer le métier du crédit communautaire. Dans notre travail de représentation, nous insistons sur l'importance des organismes de crédit communautaire comme des acteurs importants dans le développement économique et social des communautés locales et régionales.

Nos préoccupations d'élargir nos partenariats nous ont conduits à développer des liens avec le reste du Canada et à réaliser un projet de voyage en France.

- Nous avons mandaté deux représentants à la rencontre du Réseau canadien du développement économique communautaire à Winnipeg. De plus, nous sommes devenus membres du Réseau canadien du développement économique communautaire. (RCDEC, CCEDNET)
- Un stage de 10 jours, avec l'OFQJ, afin de rencontrer des organismes sur le financement solidaire dans une perspective de développement local. Une délégation de 9 personnes de différentes

régions a participé au voyage. La délégation a rencontré 6 organismes offrant du micro-crédit, 2 organismes offrant de la formation, du conseil et de l'accompagnement.

**Défis de la prochaine année :** Mettre en application le plan de communication.

### ➔ Objectif: Consolider les liens avec les partenaires du financement de l'économie solidaire et élargir nos alliances

Nous avons tissé et consolidé les liens avec nos partenaires du financement solidaire et du développement économique sur le plan du financement, du développement et de la reconnaissance des pratiques du crédit communautaire au Québec. Outre des rencontres d'échanges et d'appuis, nous nous sommes intégrés à des structures de concertation, d'échanges et d'appropriation des enjeux locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

- En effet, nous sommes nouvellement membres du conseil d'administration pour 2003-2004 du Chantier d'économie sociale.

Nos partenaires principaux pour cette année sont : Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ), FilAction, Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) le Chantier de l'économie sociale, Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et des travailleurs de Québec, Fédération Desjardins.

- Le Réseau est membre du projet «Partenaires pour des Échanges Solidaires / PESO» regroupant des organismes de l'économie solidaire au Québec, en France et au Brésil. Ce partenariat tripartite vise notamment l'expérimentation des échanges commerciaux d'entreprises solidaires. Les partenaires au Québec, de ce projet sont Le Réseau québécois des coopératrices et coopérateurs du travail (RQCCT), la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL), le Centre de développement du Bas-Richelieu (CLD), FilAction (Fonds pour l'investissement local d'approvisionnement des fonds communautaires), la Corporation de développement économique de Victoriaville, la Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et des travailleurs (CEDTTQ) et le Collectif des entreprises d'insertion (CEIQ).

**Défis de la prochaine année :** Assurer une présence soutenue par nos représentations auprès de partenaires et continuer d'élargir nos alliances.

## LA FORMATION DES MEMBRES

### ➔ Objectif: Partager et améliorer les pratiques du crédit communautaire

Dans le but de contribuer à l'amélioration des compétences et du savoir-faire des membres, le Réseau a organisé son 1<sup>er</sup> Colloque à ville Saguenay, sous le thème: « *Le crédit communautaire: un métier* » le 20 et 21 mars 2003, au Lac Pouce.

- Trente personnes étaient présentes et ont partagé lors des ateliers et conférences sur le métier: les défis de l'accompagnement, l'analyse financière, un outil, la motivation et la mise en action, les outils d'évaluation de nos pratiques, la collecte de fonds, le potentiel entrepreneurial, le développement économique communautaire ailleurs au Canada, et la pratique du crédit communautaire à partir des concepts théoriques d'économie.

**Défis de la prochaine année:** Instaurer cet événement dans le calendrier annuel et le déplacer dans les régions où nous sommes implantés. Avoir une journée de réflexion sur les pratiques des Cercles d'emprunt.

### ➔ Objectif: Élaborer des outils d'évaluation pour les membres du réseau

Avec le soutien du PATDEC, nous avons pu avancer une démarche pour la mise en place d'outils d'évaluation quantitative et qualitative des pratiques du crédit communautaire. Cette démarche vise à se doter d'un processus d'évaluation d'impacts, continu, facile à utiliser par les organismes membres et apte à fournir des informations pertinentes.

**Défis de la prochaine année:** S'approprier et mettre en place les outils qui doivent être adaptables partout.

Pendant un an, l'émergence du Réseau s'est faite dans un travail d'équipe constant et parfois difficile en raison de son instabilité financière. Le Réseau est riche d'expertise mais aussi de diversité: des clientèles particulières, des régions différentes, la maturité confrontant la jeunesse des fonds et des cercles, les réalités des milieux urbains et régionaux, les réalités culturelles de la ville ou des régions. Le Réseau regroupe des organisations mais aussi des femmes et des hommes de conviction croyant et défendant ces principes d'action:

« Donner du sens à des projets d'entreprises en soutenant et accompagnant des personnes créatrices. Et confirmer celles-ci dans le rôle de citoyen et citoyenne en leur donnant les outils leur permettant de prendre leur place dans l'économie, d'être acteur de leur réussite et de leur avenir. »

# EXEMPLES ET TÉMOIGNAGES



## 1 Denise Tapp

Denise s'est intéressée à l'entrepreneuriat après avoir réalisé qu'elle désirait un changement de carrière. Avec le soutien de ses proches, elle a étudié toutes les avenues qui s'offraient à elle. Après avoir constaté qu'il existait une grande demande pour les soins des pieds, des mains et des oreilles dans la région, Denise décide de tirer profit de sa forte expérience et de sa formation en esthétique pour développer ce service. Elle continue d'être très impliquée dans les activités du Fonds d'Emprunt Communautaire Féminin (FÉCF) et nous sommes toutes très fiers du développement de son entreprise.

*Fonds d'emprunt communautaire féminin (Les Laurentides)*

## 2 Le Bucafin

Le Bucafin est une nouvelle entreprise qui sera localisée aux limites des premiers quartiers de Trois-Rivières. L'ouverture officielle de l'entreprise est prévue pour la fin de juin 2003. On offrira divers services: un accès à des postes informatiques branchés à Internet, un service de buanderie automatique et un petit café. Il y aura également un service de papeterie ainsi que la collecte et la livraison de la lessive. Actuellement, deux personnes travaillent à la mise en place et à la réalisation du projet.

Du café équitable et des mets cuisinés par des entreprises locales seront vendus sur place, afin d'encourager l'achat local et soutenir les entreprises d'économie sociale.

*Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie*

## 3 Tonte Experts Québec inc.

Marie Favreau a 24 ans. Son histoire est celle de plusieurs autres jeunes issus de milieux moins favorisés; elle a eu une adolescence plutôt difficile, obligée de signaler elle-même, à l'âge de 15 ans, sa situation auprès d'un Centre de protection de la jeunesse (CPJ). Elle est ainsi placée en famille d'accueil jusqu'à sa majorité. Les années suivantes, sans formation et sans revenu, elle doit subvenir à ses besoins dans le tourbillon des emplois précaires, faiblement rémunérés. Pendant tout ce temps, Marie a toujours entretenu sa passion d'enfance pour les animaux. Elle décide donc de suivre un cours de toilettage d'animaux et elle acquiert ensuite de l'expérience dans le domaine.

Le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec) lui a fait confiance en lui donnant accès au crédit par un prêt de 7 000 \$ et l'a accompagnée dans le démarrage et le développement de son entreprise.

*Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)*



## 4 Les Promotions diffus'arts

Entreprise vouée à la promotion des artistes régionaux de toute discipline (peintres, sculpteurs, céramistes, écrivains, etc.) pour la conception d'outils promotionnels. Sa clientèle d'artistes se voit offrir le choix d'utiliser un ou plusieurs des services offerts. Les Promotions diffus'arts M. Marc-André Harvey offrent les services suivants :

- Le montage de portfolios pour des artistes (textes et photographies);
- La création de brochure et de catalogues;
- L'organisation d'événements, expositions, fêtes et foires;
- La conception de vitrines publicitaires via Internet, etc.

*Fonds d'entraide communautaire inc. (Saguenay)*

## Jogalian

Lorsqu'il y a deux ans un couple d'immigrants a frappé à la porte de la Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE), c'était pour dire que personne ne leur avait accordé de chance ! Aucun des deux n'avait de crédit. Ils survivaient avec des revenus bien inférieurs au seuil de pauvreté.

SOCLE pour sa part a constaté après étude que ces personnes avaient en termes d'expérience, de compétence et surtout de volonté amplement de quoi démarrer et réussir un projet d'entreprise.

Deux ans plus tard, Jogalian étend ses activités à la réparation de vêtements, exploite un commerce de nettoyage d'habits tout en maintenant son activité première, la confection !

Les conjoints associés sont à la veille de présenter une nouvelle demande de financement à SOCLE pour accompagner leur croissance.

*Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE)*

1. Denise Tapp au travail dans le soin de pieds d'un client, projet soutenu par le Fonds d'emprunt communautaire au féminin (Les Laurentides).
2. Carte d'affaire du Bucafin, projet soutenu par le Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie.
3. Marie Favreau, Tonte Expert inc., projet soutenu par le Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec).
4. Marc-André Harvey, Les Promotions diffus'arts, projet soutenu par le Fonds d'entraide communautaire inc. (Saguenay).



5

5. Le Mainbourg, immeuble en restauration, projet soutenu par l'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM).

## 5 Le Mainbourg: plus qu'une bâtisse, un milieu de vie

- Type de projet: Économie Sociale, Infrastructures communautaires. L'achat / rénovation d'un immeuble à Pointe-aux-Trembles qui aura une vocation communautaire
- Coût global du projet: 9 millions
- Contribution de l'ACEM sur deux ans: 132 000 \$
- Types de prêts: Prêt pont: 77 000 \$. Garantie de prêt: 55 000 \$
- Autres partenaires: Filaction, CETQ, RISQ, Les Frères de St-Gabriel
- L'absence de locaux adéquats à un coût raisonnable est une source continue de préoccupation pour les quelque trente organismes communautaires de Pointe-aux-Trembles à Montréal. Certains organismes doivent s'établir à l'extérieur du quartier faute de locaux adéquats.
- Avec le projet Le Mainbourg, les organismes communautaires trouveront enfin un lieu qui répond à leurs besoins.
- Parmi des composants du projet nous trouverons deux installations d'un CPE, des locaux offerts aux organismes communautaires et culturels, un restaurant populaire et des locaux offerts à la Ville de Montréal.

*Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM)*

## Service d'enseignes Rive-Nord

Service d'enseignes Rive-Nord est une entreprise dont l'exploitation a commencé en mai 2002 avec la participation du Fonds communautaire d'Accès au micro-crédit. Cette entreprise offre des services d'installation, d'entretien et de réparation d'enseignes lumineuses. De plus, elle fabrique des supports en fer forgé pour des enseignes. L'entreprise offre la vente de néons et de lettrage pour les enseignes. Elle est située à Sainte-Annes-Plaines et œuvre sur tout le territoire de la Rive Nord et du Grand Montréal.

*Fonds communautaire d'accès au micro-crédit*

## Urban Armor

It has not been easy to develop a socially-conscious, environmentally concerned, feminist driven business. It has been a long road of learning, giving up, then trying some more, while developing my reusable menstrual product line, Urban Armor. It has been difficult to enter the reality of economics, trying to build my own thing on a shoestring with a commitment full of care, instead of full pockets driven by profit. I feel that it is important to develop a business ethic in this current climate in commerce and my struggle is important. The Aurora Business Project has been instrumental in developing my confidence and belief in my business venture on the basis of reminding me the value of women's work that should not be underpaid.

*Projet d'entreprise AURORA*

6. Divan, exemple de confection réalisé par Autour d'un Faudesteuil, projet soutenu par Réseau accès crédit de Rimouski.

## Carole Dorais

Carole Dorais élabore son plan d'affaires dans les Cercles d'emprunt de Québec et crée son entreprise La Vitrais. Elle obtient un prêt de 1 000\$ pour constituer son inventaire et avoir un fonds de roulement. Dans les cercles, Carole fait la connaissance d'autres artistes et artisanes qui deviennent des complices et des alliées. Elles s'encouragent dans leurs projets, elles partagent leurs savoirs, elles font des expositions et des salons ensemble. Selon Carole, « Toutes seule, je n'aurais pas passé à travers. »

Carole Dorais a mis au point une gamme de produits exclusifs faits à la main. Ses pièces décoratives et utilitaires, ses œuvres en trois dimensions, ses insectes fascinants sont offerts dans plusieurs musées et dans plus de 30 boutiques à travers le Québec. De plus, elle fait une dizaine d'expositions d'art et des festivals annuellement.

*Cercles d'emprunt de Québec*

## Vitrail-Vitraux

Vitrail-Vitraux est une boutique d'objets d'arts décoratifs variés, gros et petits, contemporains et traditionnels, fabriqués avec du verre de couleurs et textures variées, à des prix accessibles à toute la population. Propriété de M. Paul Blais, elle est située depuis plus d'un an, au 98, rue Principale Ouest à Magog.

Vitrail-Vitraux vend les œuvres de Violet Blais, mais aussi, c'est un endroit où tous les artisans du vitrail du Québec peuvent exposer et vendre leurs œuvres d'arts. Un service de réparation et restauration, ainsi que des cours de vitrail sont également offerts.

*Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie IDEE (cercles d'emprunt)*

## 6 Autour d'un Faudesteuil

Faudesteuil (premier mot français pour fauteuil) est une entreprise de restauration et de rembourrage de meubles, fourniture de tapisseries et de housses avec des matériaux sains et écologiques. Dominique Leiffet, propriétaire unique de Autour d'un Faudesteuil, a rejoint les rangs de Réseau Accès Crédit en décembre 2002. Mme Leiffet était alors en démarrage et possédait presque tout son équipement ; elle avait à son actif quelques contrats et sous-contrats avec des individus, des entreprises et des contractants. Réseau Accès Crédit lui a accordé un financement pour la promotion ainsi qu'un fonds de roulement qui lui a permis, jusqu'à maintenant, d'accroître son entreprise et de répondre adéquatement à la demande.

*Réseau accès crédit*



6

# PRODUITS ET CHARGES

Exercice terminé le 31 mars 2003



	2003	2002
<b>PRODUITS</b>		
<b>Contributions</b>		
Ministère des Régions/ réseau-membres	571 591 \$	—
Ministère des Régions/ réseau-services	28 409 \$	—
Fonds de lutte contre la pauvreté-membres	166 758 \$	419 855 \$
Fonds de lutte contre la pauvreté-services	6 392 \$	16 194 \$
Ministère des Finances de l'Économie et de la Recherche	56 667 \$	53 333 \$
PATDEC	6 000 \$	—
Association communautaire d'emprunt de Montréal (Fondation Béati)	11 250 \$	3 750 \$
Cotisations des membres	1 800 \$	1 700 \$
Colloque et échange international	1 260 \$	—
	<u>850 127 \$</u>	<u>494 832 \$</u>
<b>CHARGES</b>		
Ministère des Régions au réseau-redistribution aux membres	571 591 \$	—
Fonds de lutte contre la pauvreté redistribué aux membres	166 758 \$	419 855 \$
Salaires et charges sociales	35 850 \$	23 381 \$
Production d'outils de communication	12 982 \$	—
Production d'outils d'évaluation	11 069 \$	—
Formation des membres	15 698 \$	—
Loyer	5 000 \$	2 158 \$
Publicité et promotion	8 578 \$	—
Assurances	323 \$	—
Honoraires	13 482 \$	4 004 \$
Déplacements et représentation	14 867 \$	8 406 \$
Abonnements et cotisations	829 \$	859 \$
Matériel et fournitures	9 919 \$	5 591 \$
Télécommunications	4 883 \$	1 290 \$
Formation des employés	306 \$	175 \$
Intérêts et frais bancaires	350 \$	194 \$
Dotation à l'amortissement-immobilisations corporelles	757 \$	440 \$
	<u>873 242 \$</u>	<u>466 353 \$</u>
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES)</b>	<u>(23 115 \$)</u>	<u>28 479 \$</u>

## LISTE DES MEMBRES DU RÉSEAU QUÉBÉCOIS DU CRÉDIT COMMUNAUTAIRE (RQCC)

### CAPITALE NATIONALE

**Fonds d'emprunt économique communautaire de Québec**  
336, rue du Roi, bureau 130  
Québec, Québec G1K 2W5  
Tél.: (418) 525-0139  
Télé.: (418) 525-6960  
info@fonds-emprunt.qc.ca

**Les Cercles d'emprunt de Québec (CDÉC de Québec)**  
155, boul. Charest Est, RC-1  
Québec, Québec G1K 3G6  
Tél.: (418) 525-5526  
Télé.: (418) 525-4965  
cpaquet@cdecdequebec.qc.ca

**Cercles d'emprunt de Charlevoix**  
4, place de l'Église, local 103  
Tél.: (418) 435-3673, poste 244  
Télé.: (418) 435-0126  
nchabot@cld-charlevoix.org

### MONTRÉAL

**Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM)**  
3680, rue Jeanne-Mance, bureau 319  
Montréal, Québec H2X 2K5  
Tél.: (514) 843-7296  
Télé.: (514) 843-6832  
info@acemcreditcommunautaire.qc.ca

**AURORA (YMCA Notre-Dame-de-Grâce) Cercles**  
5925, av. Monkland  
Montréal, Québec H4A 1G7  
Tél.: (514) 481-5445  
Télé.: (514) 481-3588

**Corporation de développement de l'est / CDEST**  
4435, rue de Rouen  
Montréal, Québec H1V 1H1  
Tél.: (514) 256-6825  
Télé.: (514) 256-0669  
gplourde@cdest.qc.ca

### LAURENTIDES

**Fonds d'emprunt communautaire Féminin Projets communautaires des Laurentides (cercles)**  
508, rue Principale  
Lachute, Québec J8H 1Y3  
Tél.: (450) 562-3553  
Télé.: (450) 562-1601  
info\_fcef@fcef.qc.ca

**Fonds communautaire d'accès au micro-crédit**  
100, boul. Ducharme, bureau 230  
Ste-Thérèse, Québec J7E 4R6  
Tél.: (450) 437-1635  
Télé.: (450) 437-8938  
info@fondsmicrocrédit.qc.ca

### LAVAL

**Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE)**  
352, boul. des Laurentides, bureau 103  
Laval, Québec H7G 2T8  
Tél.: (450) 668-1200  
Télé.: (450) 668-1200  
socle@qc.aira.com

### SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

**Fonds d'entraide communautaire Inc. Cercles et fonds**  
240, rue Bossé  
Chicoutimi, Québec G7J 1L9  
Tél.: (418) 698-1176  
Télé.: (418) 543-9912  
presbytere.fec@qc.aira.com

### BAS-SAINT-LAURENT

**Réseau Accès-crédit**  
12, rue St-Pierre, bureau 10  
Rimouski, Québec G5L 1T3  
Tél.: (418) 722-8535  
Télé.: (418) 722-8627  
atena.andre@globetrotter.net

### MAURICIE

**Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie**  
763, rue St-Maurice  
Trois-Rivières, Québec G9A 3P5  
Tél.: (819) 371-9050  
Télé.: (819) 371-3827  
fcem@fcem.qc.ca

### MONTRÉGIE

**Association communautaire d'emprunt de la rive sud (ACERS)**  
740, boul. Ste-Foy  
Longueuil, Québec J4K 4X8  
Tél.: (450) 679-1100, poste 258  
Télé.: (450) 679-1102  
Info@acers.qc.ca

**Cercles d'entraide de la rive-sud**  
230, rue Brébœuf, suite 201  
Belœil, Québec J3G 5P3  
Tél.: (450) 446-8279  
Télé.: (450) 446-3806  
Cerclesmonteregie@videotron.ca



**Réseau québécois  
du crédit communautaire**

336, rue du Roi, bureau 130  
Québec (Québec)  
G1K 2W5  
Téléphone: (418) 529-7928  
Télécopieur: (418) 525-6960

### ESTRIE

**Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie (IDEE)**  
234, rue Dufferin, suite 305  
Sherbrooke, Québec J1H 4N2  
Tél.: (819) 829-5111  
Télé.: (819) 829-5143  
idee@idee.qc.ca

### OUTAOUAIS

**Cercle d'emprunt d'Option Femmes emploi**  
365, boul. Gréber, bureau 203  
Gatineau, J8T 5R3  
Tél.: (819) 246-1725  
Télé.: (819) 246-5310  
mcdesjardins@femmesemploi.qc.ca